

Rétroaction fournie

Parlez-nous de votre Programme autochtone de gestion des ressources aquatiques et océaniques

Au début de la séance, les participants ont été invités à se présenter ainsi que leurs groupes de gestion des ressources aquatiques et océaniques. Chaque participant a également mentionné un problème majeur lié à son programme. Le principal problème mentionné par tous les groupes était le financement adapté. Depuis le lancement du programme, le financement de base n'a pas évolué pour répondre aux demandes croissantes qui pèsent sur les organisations participantes.

« Nous avons démarré en 2004. Beaucoup de choses ont changé en Nouvelle-Écosse en matière de relations de nation à nation. Nous avons commencé par observer les espèces traditionnelles, et maintenant, nous faisons de la gouvernance et de la consultation. Nous avons le même nombre d'employés pour gérer une charge de travail croissante. Notre personnel est décimé. »

Les problèmes liés au financement ont eu les répercussions suivantes sur les organisations touchées :

- Demandes accrues pesant sur les organisations pour qu'elles traitent d'aspects variés et en expansion des pêches et de la gestion de l'habitat, p. ex. : recherche sur les océans, sécurité des emplois du personnel, retards dans la réception des fonds, augmentation des coûts due à l'éloignement des collectivités, absence d'augmentation du financement de base au fil des ans.

« Les temps ont changé. Nous sommes appelés à gérer des aires marines protégées, des organismes internationaux de santé et sécurité au travail, et bien d'autres choses encore. Le MPO est débordé lui aussi. Nous courons aussi après des espèces émergentes. Il y a tellement d'autres secteurs vitaux. Le libre-échange se présente, et nous ne sommes pas à la table de l'ALENA ou d'autres ententes de libre-échange. Nous avons besoin de soutien pour gérer les nouveaux enjeux. Les océans, le changement climatique. »

- Un participant a indiqué qu'il y avait des appels à propositions de projets auxquels les groupes autochtones devaient prendre part, mais qu'au final, aucun groupe autochtone n'était choisi pour les projets. Il avait le sentiment que l'argent servait uniquement aux grands cabinets de consultation, plutôt qu'aux organisations autochtones.

« La trésorerie est un problème important. Quatre à six mois de retard avec notre financement de base. Les membres du personnel n'ont aucune sécurité. Nous sommes constamment en train de rechercher des projets pour que le personnel conserve son emploi. Le personnel est attiré vers d'autres produits livrables qui pourraient ne pas répondre aux besoins communautaires. »

« Nos ressources humaines coûteuses (à Kuujjuaq) doivent expédier, envoyer. Les techniciens de 14 collectivités travaillent à plein temps seulement en été. À mi-temps en hiver. Mais le MPO nous demande de continuer à travailler, car nous avons des espèces en péril. » (Béluga)

- Autre problème évoqué par les participants : le montant élevé des mesures de reddition de comptes qu'on leur impose. Selon les termes d'un participant : « En matière de reddition de comptes, nous avons maintenant besoin d'un doctorat pour faire la comptabilité. » Les participants ont également évoqué le chevauchement des groupes du PAGRAO et la façon dont ils s'alignent et effectuent leurs consultations. De nombreux groupes sont introduits à des fins de consultation, mais ils ne constituent pas un organisme politique. Dans le même temps, les conseils tribaux ont pour mandat de consulter, mais n'ont pas de mandat technique.
- Un participant a imploré le gouvernement et d'autres Premières Nations de ne jamais oublier certaines décisions, telles que Sparrow, Marshall et d'autres.
- Le Congrès des chefs des Premières Nations de l'Atlantique a indiqué qu'il avait deux ou trois membres du personnel dans son PAGRAO administratif. Deux biologistes et un technicien. Le personnel reste limité et s'appuie sur les réseaux de toute la région. Il a mentionné que de nombreux PAGRAO font le travail d'autres organismes gouvernementaux. Transports Canada dira qu'ils peuvent exploiter les PAGRAO, et le Congrès lui répondra que les PAGRAO sont déjà débordés et qu'ils devraient investir de l'argent dans le travail qu'ils veulent faire faire.

Exercice un : Définition des services

Les groupes présents ont énuméré un éventail extrêmement large de services qu'ils considèrent comme répondant à une part importante de leur mandat. Ils vont des vastes activités sur le terrain aux priorités de gestion. Les groupes ont également participé à des exercices de renforcement des capacités et de formation des jeunes. Ces activités sont présentées ci-dessous :

- **Activités sur le terrain :** Nages pour l'évaluation d'un stock, roues à saumoneaux, qualité de l'eau, surveillance de la température, programme communautaire de surveillance aquatique, Réseau canadien de biosurveillance aquatique, savoir traditionnel, protection de l'habitat, base de données du système d'information géographique, intendance, assainissement de l'habitat, zone riveraine, assainissement autour des rivières à saumon, évaluation du stock de bars, empoisonnement d'alevins de saumons dans les rivières pour atteindre les taux de survie. Impacts de la mise en charge des poissons élevés en écloserie, empêtrements, mortalité massive sur l'Î.-P.-É. due aux pesticides, analyse de la vase, évaluations de l'érosion de la ligne côtière, décontamination, tortues et plancton, achat d'un navire de sécurité, évaluation des ponceaux, pêche électrique, nettoyage des plages.
- **Activités de gestion des ressources :** collaboration à la gestion d'un bassin versant, gestion aquatique collaborative, biologiste dans les groupes techniques nationaux sur le saumon, consultation et gestion, espèces en péril, espèces envahissantes, recherche et protection maritime des océans, intervention d'urgence, p. ex. déversement de pétrole, entente en vertu de l'article 11 pour protéger les espèces autour des zones des réserves. Extraction

d'eau, qualité de l'eau, protection maritime des océans, problèmes des baleines dans l'aire marine protégée, saumon OGM, amis des poissons, interaction avec d'autres PAGRAO, analyse documentaire à propos des espèces, participation aux réunions du comité examiné par des pairs, examen de la collecte des données du Plan de gestion intégrée des pêches (PGIP), regroupement des renseignements sur les pêches comme la valeur monétaire, types d'espèces, emplois générés, débris dans les océans tels que le plastique, quais, ports, collaboration avec la National Oceanic and Atmospheric Administration, santé et sécurité au travail, suivi de l'exploitation minière, consultations, loi sur la navigation, collaboration internationale, régimes de collecte de données convergents avec l'État américain du Maine, protocoles de communication à propos des déversements, établissement de rapports communautaires, recherche et sauvetage sur terre, organisation d'un forum pour les directeurs de PAGRAO, financement et soutien pour le symposium scientifique annuel des PAGRAO, diffusion de l'information, organisation d'une conférence des pêches des Premières Nations rassemblant les gestionnaires des pêches et les directeurs des PAGRAO, examen des cadres de savoir traditionnel inuit partout au Canada, participation au comité des pêches de l'Assemblée des Premières Nations, participation à des réunions dans toute la région.

- **Éducation des jeunes** : éducation dans les écoles et sensibilisation, camp destiné aux jeunes et consacré aux ressources naturelles, participation à la journée des océans, journée des zones humides, activités pendant la journée des sciences à l'école, camp de sensibilisation pour les jeunes, participation à des événements culturels pour parler de nos groupes, chasse des phoques.
- **Renforcement des capacités** : navire-école acquis, personnes formées à la pêche au thon, organisation d'un programme sur la plongée sous-marine, et formation des gens pour être matelots ou capitaines.

Que souhaitez-vous faire?

Après avoir détaillé les nombreuses activités que chaque groupe mène dans ses domaines respectifs, on leur a demandé quelles activités ils aimeraient faire. Tout comme pour ses activités existantes, chaque groupe a présenté une liste incroyablement ambitieuse et variée. Elle incluait :

- Plans de gestion pour les espèces individuelles, fondés sur les sciences et le savoir traditionnel, soutien à davantage de science dans la protection de l'habitat, initiative de planification environnementale collaborative axée sur le développement de ressources durables, espèces en péril, intervention d'urgence, capacité à renforcer le système de savoir traditionnel (ne pensent pas pouvoir combiner le savoir traditionnel et la science pure; ils peuvent se compléter), Ontario Marine and Rescue Patrol : espèces traditionnelles du bassin versant, plus de travail avec d'autres ministères fédéraux dans des domaines tels que la sécurité des navires, le marketing et le commerce, le développement économique, formation à la santé et la sécurité au travail, collecte des données halieutiques, biologiste pour chaque collectivité, promotion des carrières en STIM (science, technologie, ingénierie et mathématiques), gardiens pour chaque collectivité, analyse des politiques, approche à

l'échelle de l'écosystème, p. ex. : intersection du développement de la foresterie et des ressources naturelles, stages pour les jeunes, consultation auprès des aînés, climatologue au sein du personnel, système d'information géographique (SIG), aquaculture, communications, espèces envahissantes.

- Créer un réseau en cas de déversement de pétrole, où les pêcheurs peuvent appeler un numéro pour marquer l'endroit du déversement. Un centre d'appels à l'intention des pêcheurs traditionnels qui peuvent ainsi signaler des problèmes.
- Mettre en place un mécanisme pour relier les PAGRAO et leurs ensembles de compétences précises.
- Appliquer les principes de la *Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones* et les recommandations du Comité d'examen technique dans les politiques et règlements scientifiques au sein du MPO.
- Collecte de données halieutiques : veulent renforcer les capacités, biologiste pour chaque collectivité, technologue environnemental pour chaque collectivité, jeunes stagiaires, technicien du SIG, promotion des carrières en STIM, promotion de base des carrières en STIM. Gardiens pour chaque collectivité, espèces en péril, analyse des politiques, navire-école, opérationnel et capitaux, intervention environnementale, pour les six collectivités, approche écosystémique. Précisément l'intersection du développement de la foresterie et des ressources naturelles. Fonction de conseil des aînés, climatologue, renforcement des capacités pour que les collectivités collaborent, travail à l'échelle internationale avec d'autres tribus Wabanaki.
- Il serait utile pour notre bureau de pouvoir utiliser un SIG.
- Nécessité d'obtenir davantage d'aide pour l'aquaculture. Crabe des neiges et homard en baisse. Aucune stabilité dans les pêches, communication, formation, administration, développement, espèces envahissantes.

Votre lien avec Pêches et Océans Canada et les autres

- Chaque organisation est en lien avec un certain nombre de services au sein du MPO ainsi qu'avec d'autres ministères fédéraux. Notamment : Habitat du saumon, Espèces en péril, Océans, Pêches autochtones, Aquaculture, Conservation et protection, Garde côtière, Environnement Canada, universités, la province dans laquelle l'organisation réside, Fonds de restauration des côtes, Fonds autochtone pour les espèces en péril, Transports Canada, Affaires autochtones et du Nord du Canada, autres conseils de bande, organisations des Nations Unies, organisations non gouvernementales.

Vos renseignements sont-ils utilisés ou pris en compte dans les processus de prise de décisions?

- Les participants ont dit que leur expérience varie quant à l'utilisation de leurs renseignements dans le processus de prise de décisions.
- *De nombreux ministres se présentent à mon bureau pour obtenir des renseignements. Nous produisons un travail impeccable, nous traitons avec les parcs, les ressources naturelles, les*

pêches et l'agriculture.

- *Nous gérons par exemple le plan de gestion du béluga. C'est une sous-espèce présente dans la Loi sur les espèces en péril. Nous surveillons étroitement les niveaux de prises de bélugas dans notre région. Les rapports que nous transmettons sont utilisés directement dans les plans de gestion des prises de bélugas.*
- *Nous avons un forum micmaque et malécite auquel nous convions le MPO. Dans la pêche au concombre de mer, le MPO n'avait aucune recherche et s'appuyait sur nos renseignements pour ses résultats. Nous avons rencontré le MPO à une réunion à l'Institut Maurice Lamontagne et avons déterminé la nécessité de documenter les priorités de recherche pour qu'il connaisse notre intérêt et nos priorités.*
- *C'est très régional. Nous tentons de travailler avec le MPO dans les deux régions. Il y a de nombreux exemples de nos discussions dans le PGIP; nous avons de la chance de figurer dans le PGIP. Il y a toujours de la résistance pour reconnaître la réalité des peuples autochtones. Une relation timide reconnaît les peuples autochtones dans les pêches. À propos des espèces en péril, nous avons des réunions; des travaux scientifiques locaux sont pris en compte, mais reçoivent seulement une attention passagère.*
- *Notre biologiste a effectivement travaillé avec des pêcheurs locaux et surveillé les pêches. Il y a eu une réduction volontaire des efforts, ce qui a démontré une nette amélioration dans les espèces. Le meilleur exemple, c'est la collaboration sur le saumon. Roues à saumoneaux, Ocean Tracking Network, participation aux traversées et aux décomptes. Nous contribuons à la collecte de renseignements sur les populations de saumon dans les rivières. Nous avons un processus tripartite et un tableau du saumon, où nous évoquons la gestion du saumon.*
- *Voici quelques exemples où le MPO ne tenait pas compte des renseignements autochtones. À l'automne dernier, nous avons effectué une évaluation du cadre de données par l'entremise du processus du Secrétariat canadien de consultation scientifique pour l'anguille. Les renseignements utilisés et intégrés dans l'évaluation n'incluaient pas les renseignements que nous avons collectés. Le MPO a mis cela sur le dos d'un problème de capacité au sein du Ministère. Un biologiste n'avait pas été en mesure d'obtenir les renseignements que nous avons collectés. C'était décourageant. Le concombre de mer est considéré comme une espèce secondaire; il n'y a donc pas de biologiste à temps plein. Nos membres s'y intéressent, mais la science est dirigée par l'industrie. J'ai mentionné les travaux effectués en Gaspésie sur les concombres de mer. Le MPO n'en avait aucune idée. C'est pour cette raison que nous avons pour projet de déterminer des protocoles sur le savoir traditionnel autochtone dans l'ensemble de la région. Nous avons été approchés par un ministère à propos des différents protocoles.*

Liste des priorités et liste des souhaits

- 1) Autonomie gouvernementale dans la gestion des pêches, 2) S'autofinancer, 3) Gérer les prises (entreprise)
- 1) Participation égale à la gestion des ressources naturelles, 2) Renforcer la recherche et la gestion des ressources naturelles tout en retenant les visions du monde micmaque. 3) Collaboration et participation.
- 1) Excellence, 2) Durable, 3) Respecter les exigences des collectivités.

- 1) Protéines sans fin pour nourrir le monde, 2) Décoloniser les pêches courantes, 3) Gérer les pêches de manière durable.
- 1) Gestion réelle, planification et mise en œuvre des programmes. 2) Communication pertinente et efficace auprès des collectivités. S'assurer que nous répondons aux besoins. 3) Conserver une équipe solide de personnes qualifiées et compétentes d'une année à l'autre.
- 1) Initiatives successives fondées sur un plan de travail achevé, 2) Financement durable, 3) Projets innovants pour renforcer l'intendance communautaire et la gestion des bassins versants.
- 1) Répondre aux besoins de la collectivité, 2) Être ouvert aux partenariats et à la collaboration, 3) Communication ouverte et transparente.
- 1) Ressources humaines, 2) Formation, 3) Financement.

Tenir compte des capacités de votre équipe – besoins

- Marketing, excellents négociateurs, biologistes inuits, suivi de carrière dans la gestion des océans.
- Formation sur le SIG, technicien du SIG pour mieux documenter le savoir traditionnel, biologistes et techniciens.
- Assistant administratif, gestion de projets, rédacteur dans l'application des projets, jeunes des Premières Nations qui arrivent dans notre organisation.
- Financement du mentorat ou des stages.
- Formation, augmenter le pourcentage de la flotte issue des collectivités. Utiliser effectivement des bateaux pour la pêche, biologiste, gestionnaires de projets, postes de soutien, comptabilité, plongée sous-marine, pêche à la grosse crevette, aquaculture.
- Application de la loi, gardiens, conseillers en savoir traditionnel, spécialistes du passage du poisson, SIG, hydrologie et climatologie, analyse des politiques techniques environnementales, jeune stagiaire, avocat spécialisé en environnement.
- Agent de la faune, agent des pêches,
- techniciens du SIG, ressources pour exécuter le système.